



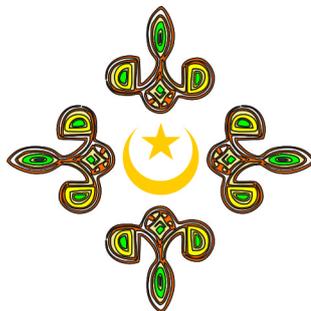
RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur - Fraternité - Justice

MINISTÈRE DES FINANCES

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT

PREMIER SEMESTRE 2020



Octobre 2020

SOMMAIRE

Avant-propos.....	8
INTRODUCTION	9
1. RECETTES	11
1.1 Recettes fiscales	12
1.1.1. Réalisations globales	12
1.1.2. Répartition des recettes par nature fiscale	13
1.2. Recettes non fiscales	15
1.3. Recettes pétrolières.....	17
2. DEPENSES	18
2.1. Dépenses de fonctionnement	19
2.2. Dépenses d'investissement.....	20
2.2.1. Dépenses d'investissement sur financement intérieur	20
Services généraux des administrations publiques	22
Ordre et sécurité publique.....	23
Affaires Economiques.....	24
Protection de l'environnement.....	25
Logement et équipement collectifs.....	26
Santé.....	26
Affaires Islamiques, Culture et Loisirs	26
Enseignement.....	27
Protection Sociale	27
2.2.2 Dépenses d'investissements sur financement extérieur	27
Développement rural	28
Développement industriel	29
Ressources humaines	30
Développement institutionnel.....	30
Projets multisectoriels.....	31
2.3. Classification fonctionnelle des dépenses.....	31
Dépenses de la lutte contre la pauvreté.....	32

SOLDES	34
FINANCEMENT	35
Au niveau des recettes et dépenses	35
Au niveau du financement intérieur	35
Au niveau du financement extérieur	36
ANNEXES	37
Annexe 1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat pour le 1er semestre 2020	38
Annexe 2 : Classification fonctionnelle des dépenses	46
Annexe 3 : Dépenses d'investissement sur financements extérieurs	49

Index des Graphiques

GRAPHIQUE 1 : REPARTITION DES RECETTES TOTALES PAR RAPPORT A 2019	11
GRAPHIQUE 2 : PREVISIONS ET REALISATIONS DES RECETTES FISCALES AU 1ER SEMESTRE 2020.....	12
GRAPHIQUE 3 : RECETTES FISCALES PAR NATURE.....	13
GRAPHIQUE 4 : ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX POSTES DES RECETTES FISCALES AU 1ER SEMESTRE 2020	14
GRAPHIQUE 5: RECETTES NON-FISCALES.....	15
GRAPHIQUE 6 : PERFORMANCES DETAILLEES DES RECETTES NON FISCALES ET DONS	16
GRAPHIQUE 7 : EVOLUTION DES DEPENSES ET PRETS NETS DURANT LE SEMESTRE	18
GRAPHIQUE 8 : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT.....	19
GRAPHIQUE 9: DEPENSES D'INVESTISSEMENT (S1 2020).....	20
GRAPHIQUE 10 : EXECUTION DES DEPENSES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.....	33
GRAPHIQUE 11: EVOLUTION MENSUELLE DES SOLDES	34

Index des Tableaux

T1: TAUX DE CROISSANCE REEL EN % DU PIB.....	9
T2 : VENTILATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR FONCTION PRINCIPALE.....	22
T3 : FONCTIONS DES SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	22
T4 : DEPENSES DE L'ORDRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE.....	23
T5 : FONCTIONS PRINCIPALE AFFAIRES ECONOMIQUE	24
T6 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT D'INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES, CONSTRUCTION.....	24
T7 : PRINCIPALES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU SECTEUR DU TRANSPORT ROUTIER	25
T8: DEPENSES DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	25
T9 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU SECTEUR DE LA SANTE	26
T10: VENTILATION DES DEPENSES « LOISIR CULTURE ET CULTTE »	26
T11: VENTILATION DES DEPENSES « ENSEIGNEMENT ».....	27
T12 : DEVELOPPEMENT RURAL	29
T13: DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	29
T14 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	30
T14 : RESSOURCES HUMAINES	30
T15 : DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL	30
T16 : REPARTITION DES DEPENSES PAR FONCTION PRINCIPALE.....	31
T17 : VENTILATION DES DEPENSES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE PAR FONCTION PRINCIPALE	32

Sigles et abréviations

ANRPTS	:	AGENCE NATIONALE DES REGISTRES DES POPULATIONS ET TITRES SECURISES
BCM	:	BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE
BCI	:	BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT
BIC	:	BENEFICIE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
BNC	:	BENEFICE NON COMMERCIAL
CAS	:	COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE
FAID	:	FONDS D'AIDE ET D'INTERVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT.
FMI	:	FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
IMF	:	IMPOT MINIMUM FORFAITAIRE
ITS	:	IMPOTS SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES
LFI	:	LOI DE FINANCES INITIALE
LFR	:	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE
OCDE	:	ORGANISATION POUR LA COOPERATION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
PIB	:	PRODUIT INTERIEUR BRUT
PNIDDLE	:	PROGRAMME NATIONAL INTEGRE D'APPUI A LA DECENTRALISATION, AU DEVELOPPEMENT LOCAL ET A L'EMPLOI DES JEUNES
SNIM	:	SOCIETE NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIERE
TOFE	:	TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
TPS	:	TAXE SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES
TVA	:	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE
N.C.A	:	Non classé ailleurs
PNDSE	:	PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT

AVANT-PROPOS

Conformément à l'article 68 de la constitution, le Ministère des Finances établit à l'attention de l'Assemblée Nationale, un rapport semestriel sur l'exécution du budget de l'État, retraçant les dépenses, les recettes et leur résultante globale : le solde du budget général, tout en mettant l'accent sur les dépenses d'investissement durant les six premiers mois de l'année concernée.

Ce rapport présente une vision synthétique de l'exécution du budget de l'État pour l'exercice en cours et permet des comparaisons avec les résultats observés aux mêmes périodes de l'année précédente. Il permet également d'apprécier l'évolution de l'ensemble des facteurs qui contribuent à la formation du solde budgétaire de l'Etat.

Aussi, les statistiques des finances publiques sont publiées mensuellement sur le site internet de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique www.tresor.mr. Cette initiative résulte d'une volonté d'ouverture et s'inscrit dans le cadre d'un code de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques, contribuant à renforcer la compréhension de l'exécution du budget de l'État au niveau du grand public, et permettre à l'ensemble des acteurs concernés par la situation budgétaire de la Mauritanie, de se tenir informés de l'évolution mensuelle de la situation des finances publiques.

INTRODUCTION

L'exécution du budget au titre de l'exercice 2020 a été marquée par les effets négatifs de la pandémie du COVID-19, qui a produit une violente onde de choc à travers le monde. En effet, selon les dernières statistiques du FMI, le PIB mondial devrait se contracter de 4,9% en 2020. Sur le plan national, la croissance économique s'est contractée avec une baisse du PIB de 5,9 % en 2019 à -3,2 % en 2020.

	2018	2019	2020	
			Cadrage Initial	Tendances S1 2020
PIB réel	2,1	5,9	6.3	-3,2
PIB réel extractif	-9,5	27,2	10.2	-2,7
PIB réel non extractif	3.5	3,6	5.8	-3,3

TABLEAU 1: TAUX DE CROISSANCE REELEN % DU PIB

Afin de faire face au contexte difficile induit par la crise sanitaire et économique, l'Etat a révisé les prévisions budgétaires avec l'adoption en mai 2020 d'une loi de finances rectificative pour l'année 2020. Cette loi vient régulariser les mesures prises pour atténuer les effets néfastes de la crise, notamment le décret d'avances n°2020-050 du 6 avril 2020 et la création du fonds spécial de solidarité sociale et de lutte contre le coronavirus. Cette loi de finances rectificative s'équilibre en recettes et en dépenses à 70,02 Mds MRU contre un montant de 60,13 Mds MRU prévu à la loi de finances initiale, soit une augmentation de 16,07%.

Cette augmentation des prévisions budgétaires traduit les mesures mises en place pour faire face à la crise sanitaire, en particulier le lancement d'une série d'actions urgentes pour contenir le fléau et renforcer le système national de santé, la création du fonds de solidarité sociale, la revalorisation du potentiel économique et le soutien à l'activité économique, la reconstitution des stocks de sécurité, la franchise des taxes municipales et les exemptions fiscales mises en place, ainsi que les aides directes aux groupes les plus vulnérables de la population.

C'est dans ce contexte que l'exécution du Budget de l'Etat au Premier Semestre de l'année 2020 a confirmé la volonté du Gouvernement de répondre aux nouveaux défis et de poursuivre la réorientation de l'Economie vers des priorités plus favorables à une croissance inclusive, à la lutte contre le COVID-19 et ses conséquences, à la réduction de la pauvreté et à la création d'emplois. Ces politiques se sont matérialisées par la poursuite des efforts de mobilisation des ressources, par la rationalisation des crédits de fonctionnement, et par le renforcement des

efforts en matière de recouvrement des recettes fiscales contribuant ainsi à l'amélioration du solde budgétaire de l'Etat.

Ainsi, les recettes totales de l'Etat (y compris les dons) au terme du 1^{er} semestre 2020 ont atteint 26,5 Milliards MRU soit un taux de réalisation de 48,66 % des prévisions annuelles de la LFR et 44,03 % par rapport à la LFI. Comparé au 1^{er} semestre de l'année précédente les recettes ont légèrement baissé, ce qui a été du principalement à une faible performance des recettes pétrolières et dons, et une baisse des revenus fiscaux.

Au cours de la même période, le total des dépenses et prêts nets s'est chiffré à 21,09 Milliards MRU soit un taux d'exécution de 30,12 % des prévisions de la loi rectificative et de 35,08 % par rapport aux prévisions initiales de dépenses, compte tenu de l'importante augmentation portée à la loi rectificative. Par rapport aux dépenses exécutées au premier semestre de 2019, les dépenses ont diminué de 11.98% (2,87 Milliards MRU) ce qui concorde avec la politique de rigueur adoptée par le Gouvernement pour faire face à la pandémie du COVID 19 notamment via des économies au niveau des dépenses courantes.

Le présent rapport retrace l'exécution des recettes et dépenses de l'Etat suivant la nomenclature économique, en effectuant un aperçu des dépenses d'investissements qui constituent un levier majeur de la politique générale du Gouvernement. Un compte rendu de l'exécution des dépenses selon la classification fonctionnelle est également inclus afin de présenter la répartition des dépenses sur les secteurs de l'économie et de singulariser, en particulier, les dépenses destinées à la lutte contre la pauvreté.

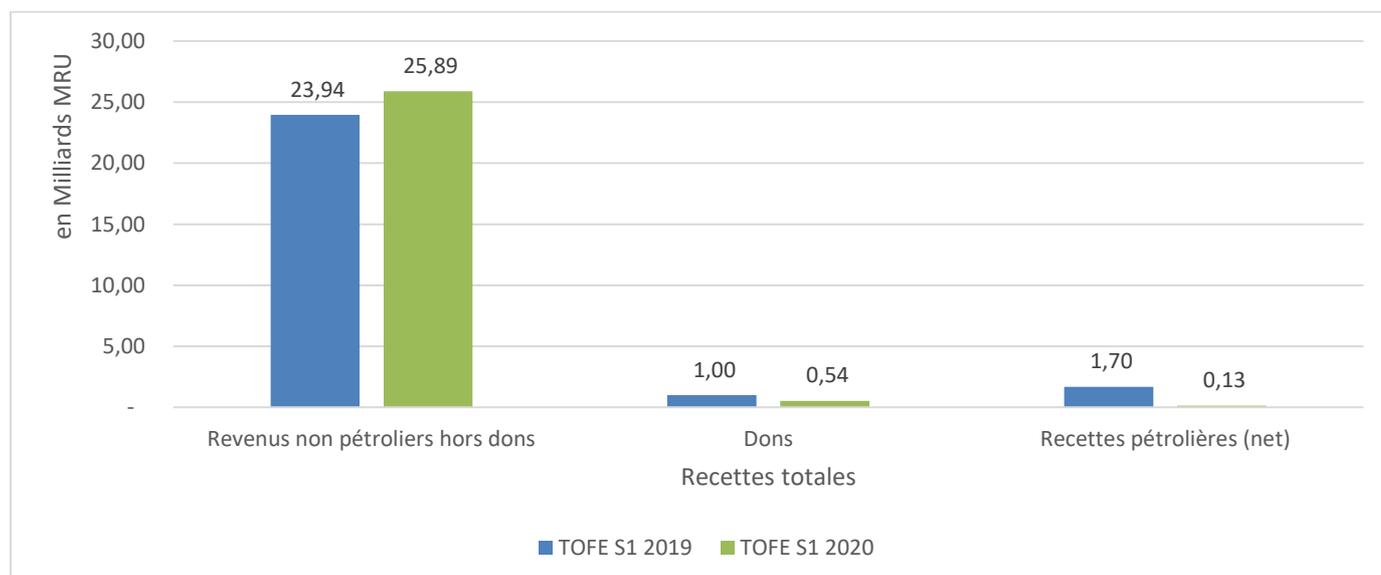
Aussi, les dépenses d'investissement sur financement extérieur seront présentées par secteur d'activité, afin d'améliorer la visibilité de la totalité des dépenses d'investissement au premier semestre 2020 et montrer le poids relatif des investissements au niveau de différents secteurs de l'économie nationale.

Pour conclure, une analyse des soldes résultants des opérations de recettes et de dépenses exécutées au premier semestre de 2020, et des différents postes de financement sera présentée.

1. RECETTES

Les recettes prévisionnelles de l'Etat au titre de l'année 2020 ont été revues à la baisse à la Loi de Finances Rectificative pour atteindre 55,025 Mds MRU, soit une baisse 5,3 Mds MRU (8,79%) par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale 2020. Cette baisse du niveau de recettes attendues est attribuable au ralentissement de l'activité économique, à la contraction du commerce international ainsi qu'aux mesures d'exonérations introduites dans le cadre de la pandémie du **COVID-19**.

Au terme du 1^{er} semestre 2020, les recettes de l'Etat s'élèvent à 26,56 Mds MRU, soit une diminution de 0,3% par rapport à la même période de l'année précédente et un taux de réalisation de 48,28 % des objectifs de la LFI et 44,03 % par rapport aux prévisions révisées à la LFR.



GRAPHIQUE 1 : REPARTITION DES RECETTES TOTALES PAR RAPPORT A 2019

Globalement les revenus non pétroliers (hors dons) ont augmenté de **1,95 Milliards MRU** par rapport à 2019, soit une augmentation de 8,1% par rapport à l'année précédente. Cette bonne performance s'est faite malgré une baisse des recettes fiscales qui a été compensée par l'augmentation des recettes non fiscales, particulièrement au niveau des dividendes et redevances versées par les entreprises publiques et des recettes sur les comptes spéciaux du

Trésor, les derniers ayant augmenté de 125.8 %, augmentation portée principalement par les recettes du compte FAID.

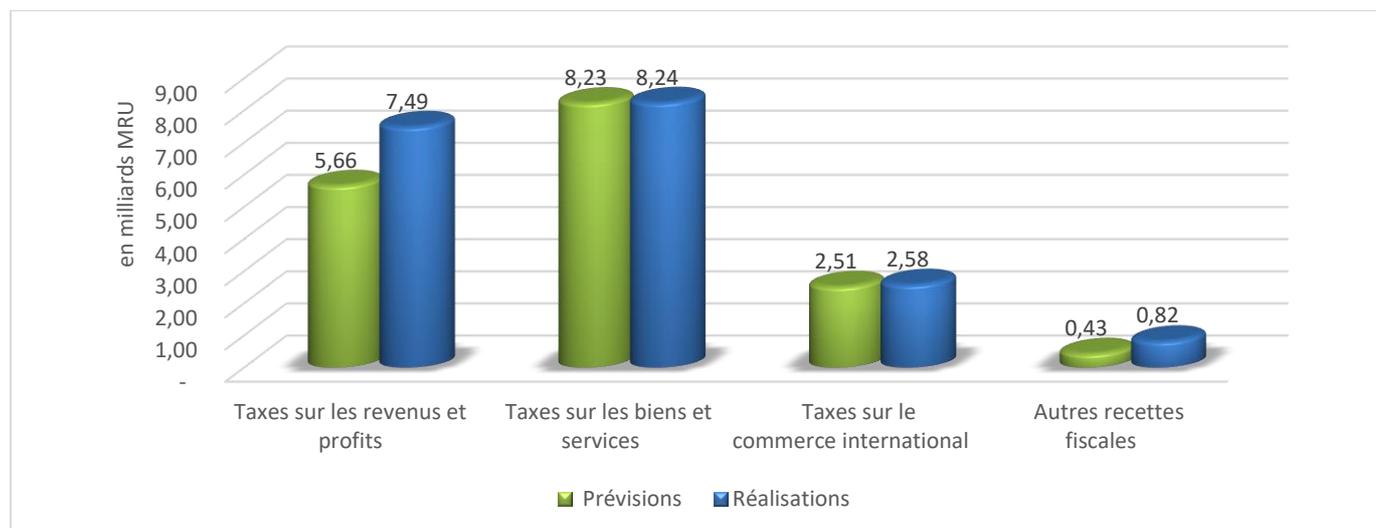
Toutefois les recettes issues des dons et du secteur pétrolier ont largement baissé par rapport au premier semestre de l'année 2019 avec des diminutions respectives de 46% et 92%.

1.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales du 1^{er} semestre 2020 se sont élevées à 18,99 Mds MRU, pour des objectifs de 42,66 Mds MRU à la LFI et de 33,65 Mds MRU à la LFR 2020, soit des taux d'exécution respectifs de 44,52 % et 56,44 % des prévisions annuelles. Par rapport aux prévisions de la LFR les recettes fiscales ont montré un excédent de 2,17 Mds MRU par rapport aux prévisions du semestre. Le montant des recettes fiscales au 1^{er} semestre 2020 reste cependant en dessous des réalisations du 1^{er} semestre de l'année précédente (19,29 Mds MRU) de près de 1,56%.

1.1.1. Réalisations globales

Malgré une révision à la baisse des prévisions de recettes fiscales à la loi rectificative de 2020, attribuable aux exonérations fiscales et aux effets négatifs de la pandémie du COVID-19 sur l'activité économique, l'amélioration de l'effort de recouvrement des recettes fiscales a permis durant le 1^{er} semestre 2020 d'augmenter sensiblement les recettes perçues, par rapport à l'année précédente avec un taux de réalisation qui est passé de 51.8% en 2019 à plus de 56% en 2020.



GRAPHIQUE 2 : PREVISIONS ET REALISATIONS DES RECETTES FISCALES AU 1ER SEMESTRE 2020

Au 1^{er} semestre de l'année, tous les postes de recettes fiscales se sont situés à des niveaux supérieurs aux prévisions budgétaires, en particulier les taxes sur les revenus et profits et autres recettes fiscales (particulièrement les droits de timbres et la taxe d'apprentissage et impôts sur la propriété) qui ont réalisé des excédents respectifs de 32.39 % et de 90.43% par rapport aux prévisions pour le semestre.¹

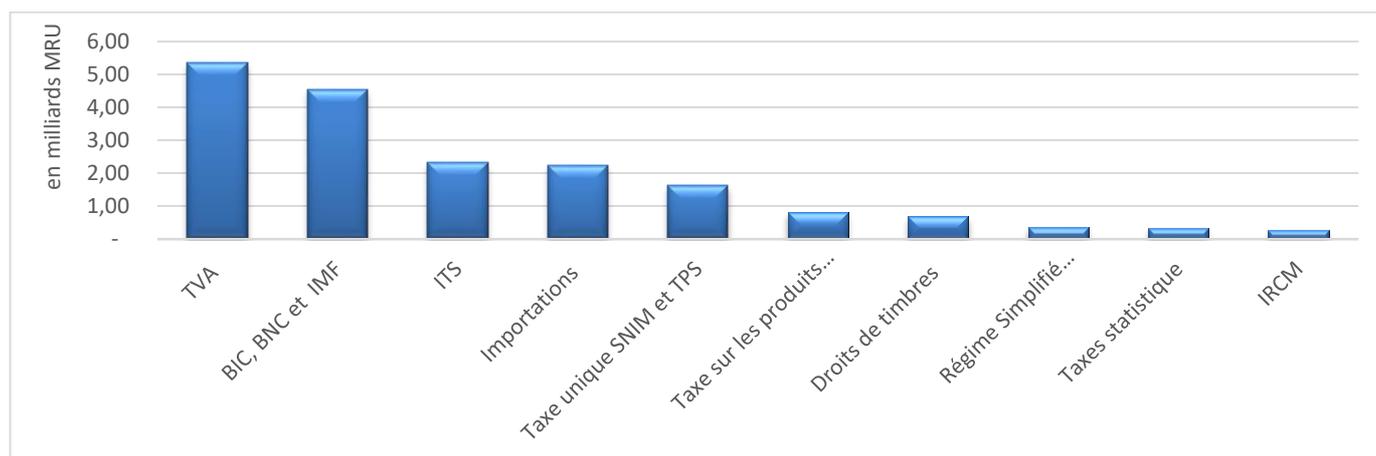
Les taxes sur les revenus et profits au 1^{er} semestre de l'année en cours ont atteint 7,49 Milliards MRU soit un taux de réalisation de 66.19% des prévisions de la LFR, et une augmentation de 0,41 Milliards MRU par rapport à 2019.

Les taxes sur les biens et services ont atteint 50,07% des prévisions annuelles réalisant un excédent de 0,011 Mds MRU (0,14%) par rapport aux prévisions du programme budgétaire pour le premier semestre, et une baisse d'environ 10,72% par rapport à l'année 2019 (9,23 Mds MRU) ;

Les taxes sur le commerce international ont aussi dépassé les prévisions de près de 2,57% pour se situer à 2,57 Mds MRU de réalisations contre 2,51 Mds MRU de prévision.

1.1.2. Répartition des recettes par nature fiscale

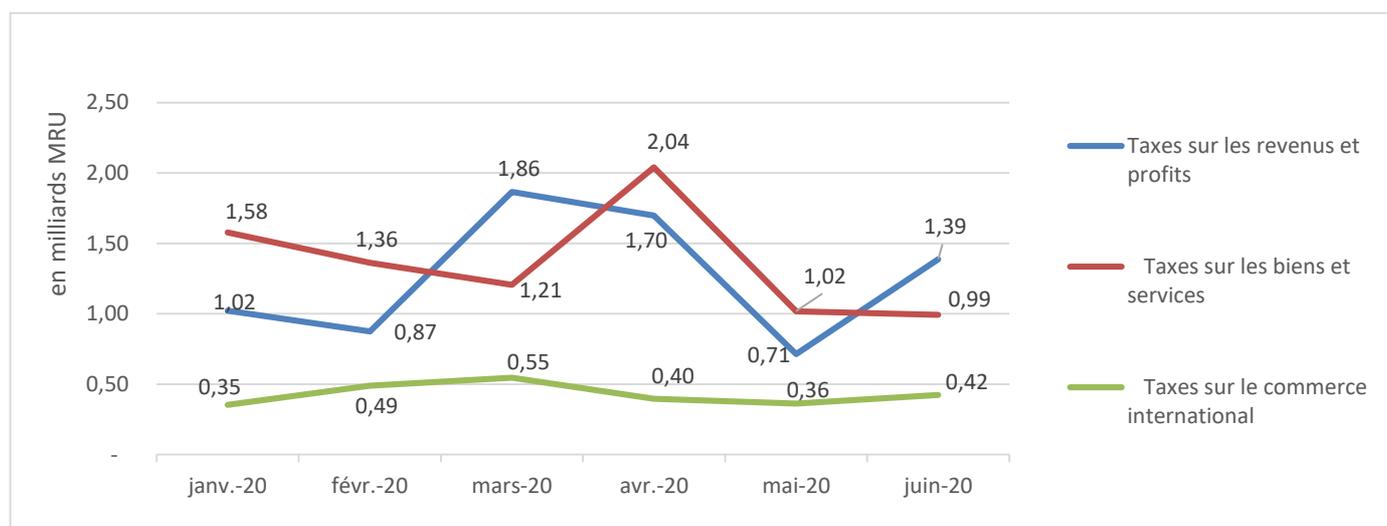
Le taux de réalisation élevé des prévisions fiscales est dû principalement aux produits de la TVA, du BIC/BNC, de l'IMF et de l'ITS.



GRAPHIQUE 3 : RECETTES FISCALES PAR NATURE

¹ Les prévisions annuelles de la loi de finances rectificative sont utilisées comme référence pour les mesures de performance sur le premier semestre de l'année. Ainsi les taux de réalisations restent indicatifs et ne correspondent pas forcément à une amélioration ou détérioration de la performance, particulièrement pour les recettes fiscales qui varient suivant le calendrier des échéances annuelles.

La TVA constitue le principal poste de recettes fiscales avec un apport qui a été de 27,99%, suivi par les BIC/BNC et l'IMF avec un apport de 23,76%. L'ITS, les taxes sur les importations et la taxe unique de la SNIM ont représenté respectivement 12,10%, 11,73% et 8,47% du total des recettes fiscales.



GRAPHIQUE 4 : EVOLUTION DES PRINCIPAUX POSTES DES RECETTES FISCALES AU 1ER SEMESTRE 2020

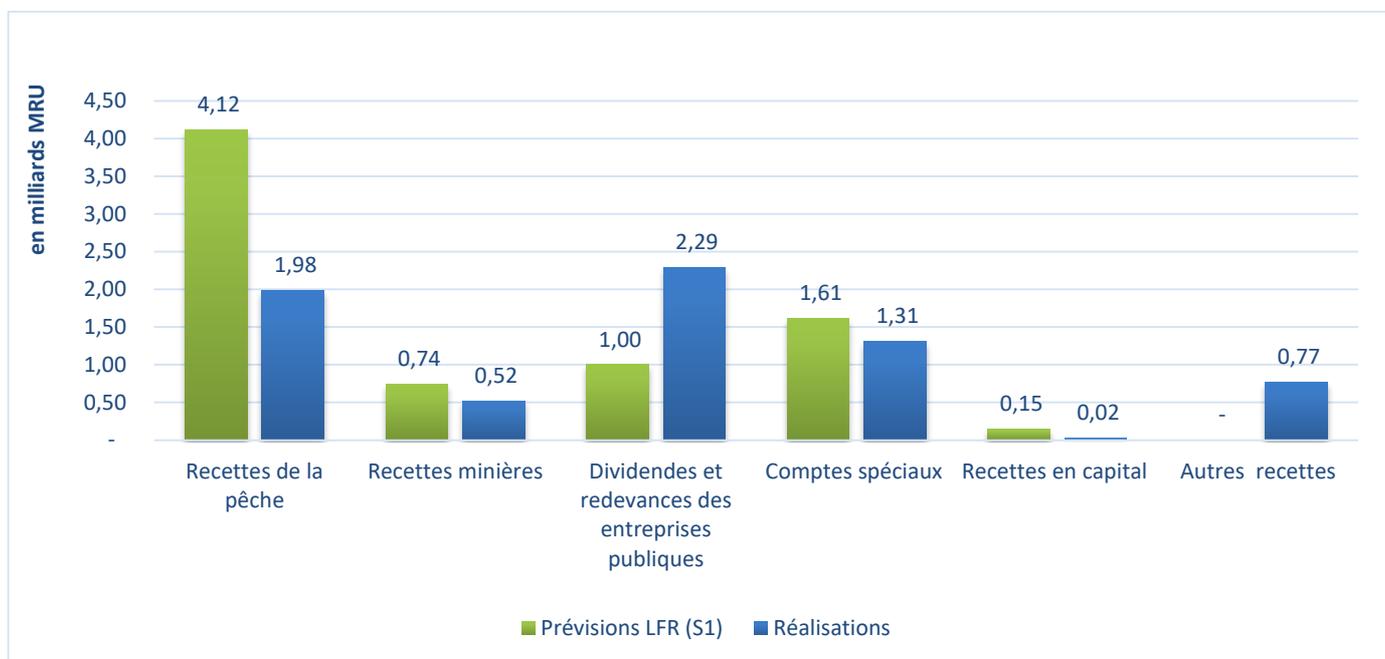
Aussi, les différentes natures de taxes ont montré des comportements différents tout au long du semestre. Les taxes sur les revenus et profits ont eu une évolution irrégulière tout au long de ce semestre enregistrant leur maximum aux mois de mars et d'avril. Ce comportement s'explique en partie par le BIC, dont la date limite de déclaration est fixée au 31 mars, au risque pour le contribuable de payer des pénalités de retard. Les taxes sur les biens et services ont connu une fluctuation très favorable avec un pic au mois d'avril d'un montant de 2,04 Mds MRU.

Les taxes sur le commerce international sont restées presque constantes durant la période autour d'une valeur relativement faible par rapport aux autres taxes, avec une moyenne de 0,43 Mds MRU par mois.

1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales prévues à la loi de finances rectificative ont enregistré une hausse par rapport aux prévisions initiales de l'année, due à l'augmentation des recettes des comptes spéciaux qui passent de 0,70 milliard MRU (LFI) à 3,23 Mds MRU (LFR).

En termes d'exécution, les recettes non fiscales ont atteint durant le premier semestre de l'année 2020, un montant de 6,9Mds MRU, pour un objectif global de 13,52 Mds MRU à la LFI et 15,55 Mds à la LFR, soit des taux de réalisation respectifs de 51,01 % (LFI) et 44,35% (LFR) des prévisions annuelles. Elles ont été supérieures de 2,26 Mds MRU aux réalisations de l'année précédente, qui s'étaient établies à 4,64 Mds MRU.



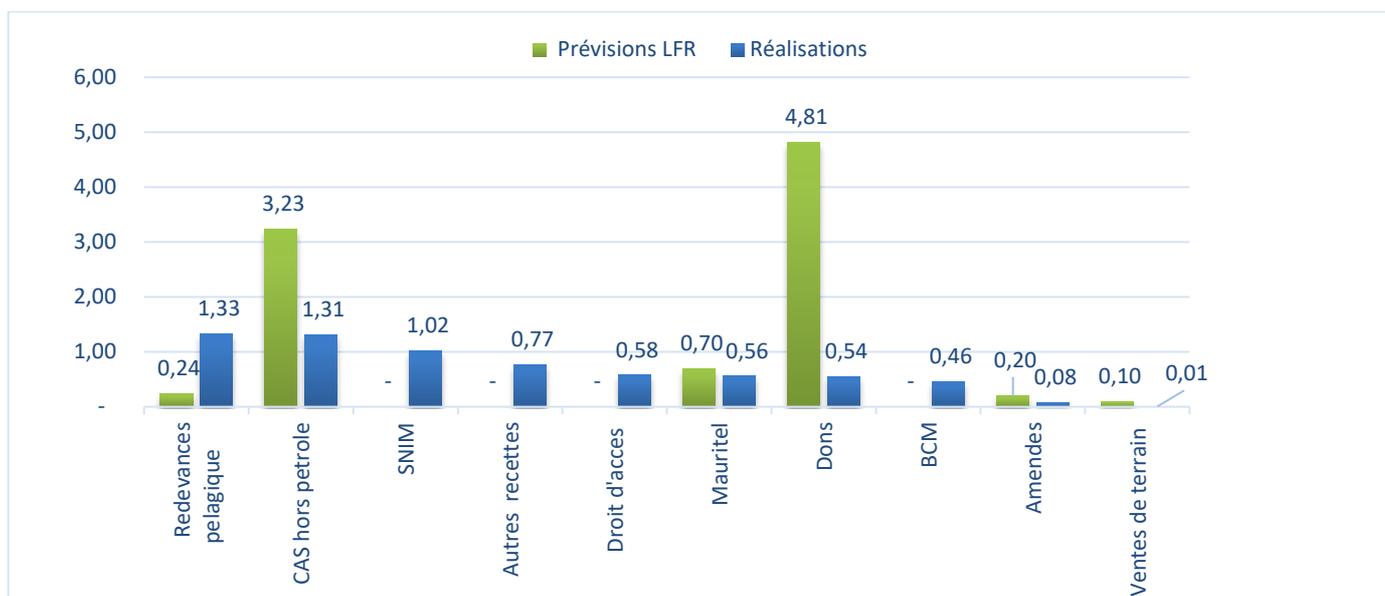
GRAPHIQUE 5: RECETTES NON-FISCALES

Comme le montre le graphique ci-dessus, les deux principaux postes de recettes non fiscales (en valeur) sont les recettes des dividendes et redevances des entreprises publiques, et les recettes de la pêche, avec des apports respectifs de 33,2% et 28,73% du total de la rubrique.

Les recettes des comptes spéciaux ont montré un surplus de 87,65% par rapport aux prévisions initiales et atteignent 40,68% des prévisions de la LFR pour l'année 2020. Cette performance est principalement attribuable aux recettes du compte FAID qui se sont chiffrées à 5.85 Mds MRU par rapport à 1,84 Mds MRU en 2019. Les recettes minières ont aussi enregistré une hausse par

rapport aux trois années précédentes atteignant un montant de 0,52 Mds MRU (contre 0,15, 0,14 et 0,19 Mds MRU respectivement en 2017, 2018, 2019).

Les recettes de la pêche en revanche, se sont situées au premier semestre 2020 à 1,98 Mds MRU, soit 24,08% des prévisions (LFR) qui s'étaient établies à 8,23 Mds MRU (contre 8,83 Mds à la LFI). Ceci représente une diminution de 0,74 Mds MRU par rapport au premier semestre de l'année précédente.



GRAPHIQUE 6 : PERFORMANCES DETAILLEES DES RECETTES NON FISCALES ET DONS

Globalement la performance des recettes non fiscales montre que :

- Le principal poste des recettes non fiscales est celui des dividendes et redevances des entreprises publiques pour un montant de 2,29 Mds MRU, après l'absence des versements des dividendes de la SNIM pour les trois dernières années à 1,023 Mds d'MRU représentant plus de 44,69 % du total des dividendes, suivi par la Mauritel, la BCM et les deux ports de Nouakchott et de Nouadhibou avec respectivement 24,28% ; 20,11% et 10,91% ;
- En deuxième position le poste de la pêche, dont les redevances pélagique pour 1,33Mds MRU et le droit d'accès pour 0,57 Mds MRU ;
- les comptes d'affectation spéciale se trouvent en troisième position avec un montant de 1,31 Mds MRU ;
- Les dons se sont situés à 0,54 Mds MRU, pour une prévision initiale de 3,14 Mds de MRU

pour l'année revue à la hausse dans la LFR, soit un taux de réalisation de 17,2 % (LFI). Les dons reçus ont cependant été significativement en dessus de leur niveau pour la même période de 2019 (0,45 Mds MRU).

1.3. Recettes pétrolières

Les recettes pétrolières ont été relativement faibles durant ce semestre avec un taux d'exécution de 13% des prévisions budgétaires initiales pour l'année, qui ont été maintenues à la LFR compte tenu de la cessation des activités du secteur.

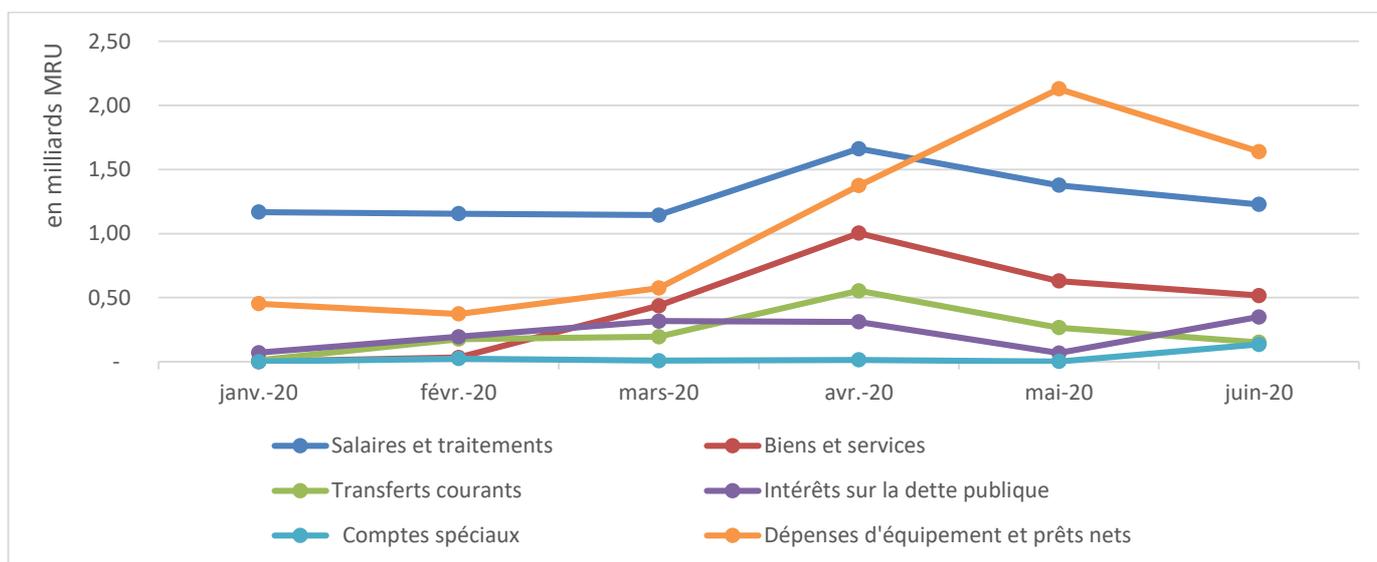
	TOFE S1	LFI 2020	LFR 2020
Recettespétrolières	0.13	1.00	1.00
Recettesfiscales	0.11	0.30	0.30
BIC	0.04	0.20	0.20
ITS	0.05	0.10	0.10
Autres	0.02	-	-
Recettes non fiscales	0.02	0.70	0.70
Bonus/Redevances	-	-	-
Revenu du capital	0.02	-	-
Profit oil	-	-	-
Autres	-	0.70	0.70

T2 : RECETTES PETROLIERES

2. DEPENSES

L'exécution des dépenses au cours du premier semestre de l'année 2020 s'est élevée à 21,09 Mds MRU (total des dépenses et prêts nets), soit un taux de 35,08 % (LFI) des prévisions initiales, revues à la hausse. Ces économies en termes de dépenses se justifient par les mesures d'austérité qui ont été prises pour faire face à la pandémie du COVID-19.

Ainsi, les dépenses totales ont baissé de 9,64% par rapport aux dépenses totales du 1^{er} semestre de l'année précédente qui s'étaient élevées à 23,34 Mds MRU (soit un écart de 2,25 Mds MRU).



GRAPHIQUE 7 : EVOLUTION DES DEPENSES ET PRETS NETS DURANT LE SEMESTRE

Comme illustré ci-dessus, les principales catégories de dépenses ont eu un comportement prévisible au cours du semestre avec une hausse aux mois d'avril et mai (pour les dépenses d'investissement).

- Les « *salaires et traitements* » ont peu varié durant le semestre, avec un pic au mois d'avril dû aux paiements trimestriels des pensions ;
- Les « *Dépenses de biens et services* » dont l'exécution est restée relativement faible jusqu'au mois de mars en raison du calendrier budgétaire, ont enregistré leur valeur maximale en avril (1,00 Mds MRU) ;
- Les dépenses d'équipements et prêts net ont connu des fluctuations sur la période

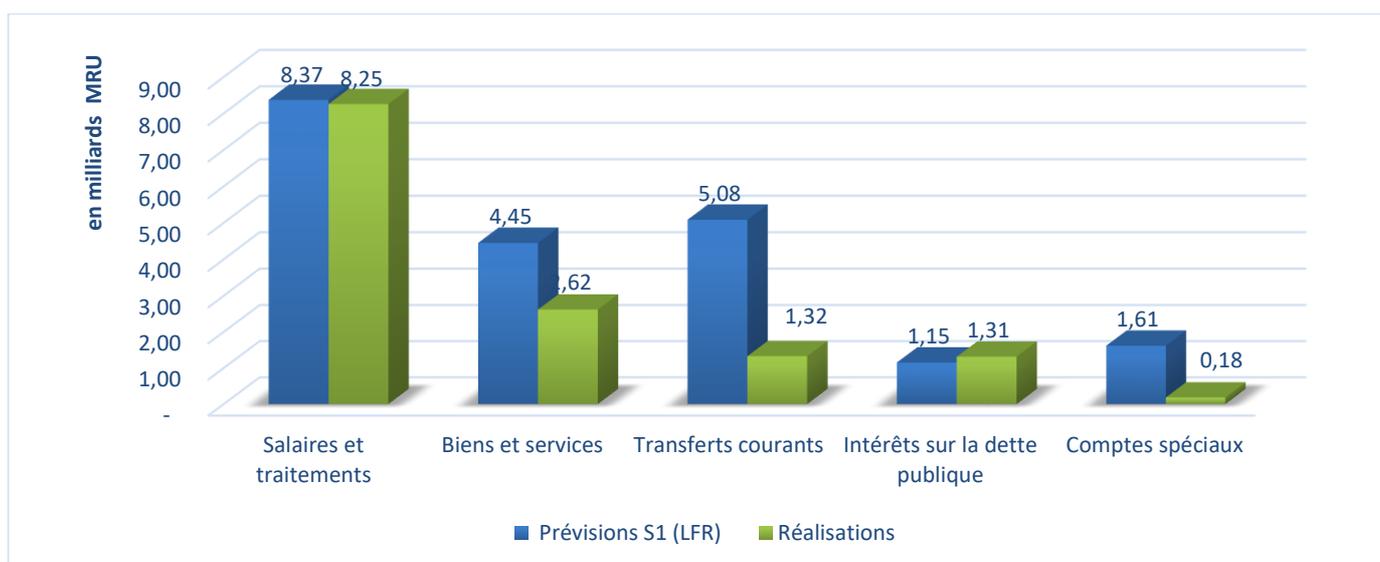
enregistrant leur valeur maximale au mois de mai (2,13 Mds MRU).

- Les transferts courants ont commencé relativement tôt cette année, tout comme l'année dernière, compte tenu de l'utilisation partielle de ces crédits pour payer les bourses des étudiants et des transferts sociaux au profit des indigents initiés par le Ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille.

2.1. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement se sont établies pour le premier semestre 2020 à 14,05 Mds MRU par rapport à des prévisions à 37,09 Mds MRU à la LFI, et de 45,32 Mds MRU à la LFR.

Ces dépenses sont inférieures aux dépenses de fonctionnement du 1^{er} semestre de l'année précédente de 2,31 Mds MRU, soit une baisse de 14,12% grâce à une bonne maîtrise du comportement de celles-ci durant le semestre en cours.



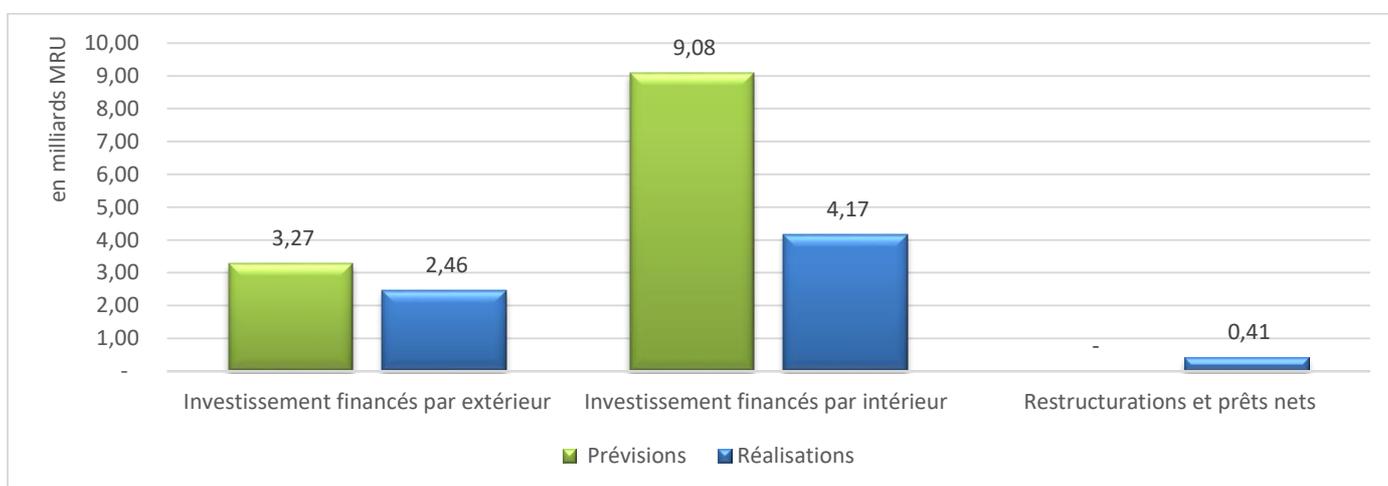
GRAPHIQUE 8 : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le graphique 8 montre que *la masse salariale* a été maîtrisée (exécution à 8,25 Mds MRU, inférieure de 1,41% à la prévision semestrielle), que *les transferts courants* sont inférieurs de 73,93% par rapport à l'objectif fixé à 5,08 Mds MRU (S1), que *les comptes spéciaux* sont en-dessous des prévisions (0,18 Mds MRU de réalisation contre 1,61 Mds MRU de prévision), et que *les intérêts de la dette publique* ont atteint 1,31 Mds MRU pour une prévision annuelle de 2,3 Mds MRU soit un taux d'exécution de 56,97%.

Parmi les dépenses courantes, les dépenses sur biens et service sont atteints 2,61 Mds MRU soit un taux d'exécution de 58,85 % des prévisions budgétaires pour le premier semestre.

2.2. Dépenses d'investissement

Au premier semestre de l'année 2020, les dépenses d'investissement se sont situées en deçà de l'objectif visé pour la période. Elles n'ont atteint que 6,63 Mds MRU, pour un objectif semestriel de 12,35Mds MRU, soit un taux d'exécution de 53,67%. Ces dépenses ont été financées à un plafond de 4,17 Mds MRU par l'Etat et de 2,46Mds par les partenaires au développement. Elles ont été supérieures de 0,01 Mds MRU, soit 0,15%, aux dépenses d'investissement du 1^{er} semestre 2019 qui s'étaient élevées à 6,61 Mds MRU.



GRAPHIQUE 9: DEPENSES D'INVESTISSEMENT (S1 2020)

Comme illustré ci-dessus, les investissements financés par l'Etat ont été inférieurs aux prévisions avec un taux de réalisation de 45,94% sur le 1^{er} semestre, alors que les investissements financés sur ressources extérieures ont atteint 2,45 Mds MRU (soit un taux de 75,12% de l'objectif fixé pour les six premiers de l'année).

2.2.1. Dépenses d'investissement sur financement intérieur

Ces dernières années, l'Etat a consenti des efforts soutenus pour maintenir un niveau élevé des dépenses d'investissements, et en particulier cette année, en raison du contexte particulier de la pandémie du COVID-19 et de la politique générale du Gouvernement visant à redynamiser l'économie nationale et doter le pays d'infrastructures vitales nécessaires pour son développement.

Au vu de ce qui précède et compte tenu du poids des dépenses d'investissement dans la structure de la croissance, cette partie du rapport restitue pour les six premiers mois de 2020, les dépenses d'investissement payées effectivement et ce à travers une analyse sectorielle conformément à la classification des fonctions des administrations publiques (CFAP, ou COFOG en anglais) qui suppose une ventilation détaillée des dépenses par fonctions, ou objectifs socioéconomiques poursuivis par les administrations publiques.

Cette ventilation s'inscrit dans un ensemble de quatre classifications référencées sous le terme de nomenclature des dépenses par fonction décrites dans le Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2001 au niveau des chapitres 6.96 à 6.104. Ces classifications ont été élaborées par l'OCDE pour offrir un cadre normatif de comparaison des budgets des Etats. Il convient ici de mentionner que l'objectif poursuivi par ce rapport est plutôt de rendre compte de l'utilisation des moyens financiers de l'Etat, et non de faire un compte rendu de l'activité des départements sectoriels.

Cette partie couvre en plus des dépenses d'investissements identifiés dans le budget d'investissement, certains comptes d'affectation spéciale dont les dépenses sont identifiées comme dépenses d'investissement, en l'occurrence le Fonds d'Aide et d'Intervention pour le Développement.

Au premier semestre de 2020, les dépenses totales d'investissement sur financement intérieur et les dépenses d'investissements sur CAS se sont élevées à 4,18 Mds MRU auquel viennent s'ajouter 0,35 Mds MRU correspondant à des contributions de l'Etat sous forme de crédits d'impôts à des projets de développement.²

Ce montant de 4,18 Mds MRU en dépenses d'investissement inclut 0,15MdsMRU en salaires et dépenses sur biens et services exécutées dans le cadre de projets d'investissement. Ces dépenses se répartissent selon la ventilation CFAP conformément au tableau suivant.

Code	Libellé	Montant
7	Dépenses Totales	4 186 280 822,58

² Les crédits d'impôts qui font aussi partie de l'effort d'investissement consenti par l'Etat ne sont pas couverts par l'analyse effectuée.

701	Services généraux des administrations publiques	603 644 282
702	Défense	826 446 350
703	Ordre et sécurité publics	83 351 325
704	Affaires économiques	1 214 231 970
705	Protection de l'environnement	36 495 183
706	Logement et équipements collectifs	141 638 049
707	Santé	27 776 668
708	Loisirs, culture et culte	20 975 566
709	Enseignement	737 830
710	Protection sociale	1 230 983 599

T2 : VENTILATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR FONCTION PRINCIPALE

Les principales fonctions sont abordées dans ce qui suit en vue de mettre l'accent sur les dépenses dont l'impact financier est le plus important.

Services généraux des administrations publiques

Les dépenses de cette fonction regroupent les dépenses effectuées au niveau des organes centraux et déconcentrées de l'Etat et se sont chiffrées au premier semestre 2020 à 14,42% des dépenses d'investissement totales.

Code	Libellé	Montant/MRU
70101	Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaires financières et fiscales, affaires étrangères	375 983 483,00
70102	Services chargés de la coordination des programmes économiques et sectoriels	43 746 413,64
70103	Services généraux	179 786 756,00
70104	Recherche fondamentale	698 402,00
70106	Services publics concernant l'état-civil	3 429 227,00
	Total	603 644 281,64

T3 : FONCTIONS DES SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Pour ce qui est du fonctionnement des organes exécutifs et législatif, des affaires financières et fiscales, des affaires étrangères il s'agit pour l'essentiel de la contribution du Gouvernement au Programme d'Appui à la Décentralisation PNIDDLE.

La rubrique « services généraux » correspond essentiellement aux subventions du Fonds Régional de Développement (FRD) allouées aux communes.

Quant à la rubrique « Services publics concernant l'état-civil», elle correspond exclusivement à l'appui à l'ANRPTS (Agence National du Registre des Populations et des Titres Sécurisées).

Ordre et sécurité publique

Code	Libellé	Montant/MRU
70301	Services généraux de sécurité publique	1 010 636
70303	Services généraux de la justice	45 832 608
70305	Services de protection civile	2 898 000
70307	Ordre et sécurité	33 610 081
	Total	83 351 325

T4 : DEPENSES DE L'ORDRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

La survenance de la pandémie cette année, a suscité le recours aux services de l'ordre pour veiller au maintien des mesures de confinement. Le déploiement massif de ses services a donc augmenté les dépenses liées à ce secteur pour le premier semestre de l'année 2020.

De ce fait, les dépenses relevant de l'activité des services de l'ordre et de la sécurité se classent en deuxième position après les services généraux de la justice qui ont absorbé à eux deux la quasi-totalité des investissements de cette rubrique.

Affaires Economiques

Cette fonction principale inclut toutes les dépenses structurantes de l'économie et a représenté 19.74 % des dépenses d'investissements.

Code	Libellé	Montant/MRU
70401	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	36 513 746,00
70402	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	87 418 681,87
70403	Combustibles et énergie	386 298,00
70404	Industries extractives et manufacturières, construction	513 878 207,10
70405	Transports	575 535 037,46
70407	Autres branches d'activité	500 000,00
	Total	1 214 231 970,43

T5 : FONCTIONS PRINCIPALE AFFAIRES ECONOMIQUE

Le tableau ci-dessous montre que la fonction « transports » dont les dépenses se sont élevées à 0,57Mds MRU constitue la principale rubrique d'investissement au niveau de cette fonction. Elle est suivie de la sous-fonction « Industries extractives et manufacturières, construction » dont le montant s'élève à 0,51Mds MRU.

Les activités relatives à l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse ont atteint un volume d'investissement (0,048Mds MRU) dont 0,032Mds MRU pour la pêche.

Les industries extractives et manufacturières et travaux publics de construction ont occupé la deuxième place au niveau de cette fonction avec 0.513 Mds MRU au total dont 510 Millions MRU relatifs à la construction et la réhabilitation des bâtiments administratifs sur tout le territoire national. Il s'agit là de réhabilitations ou de constructions de bâtiments de Wilayas, de Moughataa ou arrondissement mais aussi de certains décomptes de quelques édifices en phase de finitions.

Code	Libellé	Montant/MRU
704041	Industries extractives de ressources minérales	1 551 532
704042	Industries de transformation	1 722 639
704045	Travaux publics	510 604 036

T6 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT D'INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES, CONSTRUCTION

Les **Transports** ont atteint 47% des dépenses des affaires économiques et incluent les infrastructures routières à concurrence de 0,57Mds MRU notamment pour les décomptes de construction ou de réhabilitation de routes, d'extension de voiries et de maintenance routière.

Le volet maintenance des routes ainsi que le désenclavement de quelques petites localités sont aussi inclus dans cette enveloppe.

Libellé	Montant/MRU
Construction de la route Néma-Bangou-Bassiknou-Fassala	9 906 339,30
Programme d'entretien routier	135 441 025,00
Route Kiffa-Boumdeid	37 844 471,50
Construction de la route Mederdra-R'Kiz	13 686 213,00
Tronçon Bénichab-route nationale 1 et la route nationale 4	125 557 740,00
Projets routes en cours MET	166 452 878,70
Construction route Zravia-Tamchekett	17 937 566,9
Construction pont sur le fleuve Sénégal à partir de Rosso	4 971 812,00
Programme de réalisation des voiries à Nouakchott	57 504 116,00
Total	5 692 162,40

T7 : PRINCIPALES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU SECTEUR DU TRANSPORT ROUTIER

Protection de l'environnement

Globalement les dépenses d'investissement relatives à la protection de l'environnement ont été relativement faibles et ont représenté 0,87% des dépenses totales.

Code	Libellé	Montant/MRU
70502	Gestion des eaux usées	4 653 363
70504	Préservation de la biodiversité et protection de la nature	28 218 595
70505	Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	2 499 185
70506	Protection de l'environnement N.C.A.	1 124 040
	Total	36 495 183

T8: DEPENSES DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Logement et équipement collectifs

Les dépenses de ce poste qui ont atteint 0,14 Mds MRU, soit 3,38% des dépenses d'investissement totales, concernent principalement l'alimentation en eau potable.

Santé

Le secteur de la santé demeure l'un des secteurs prioritaires, particulièrement cette année avec la survenance de la pandémie du COVID-19. La ventilation des dépenses d'investissement de la santé au premier semestre de 2020 est reflétée par le tableau ci-dessous où l'appui à la recherche et au développement dans le domaine de la santé ont représentés plus de 50% des dépenses de la santé en 2020.

Code	Libellé	Montant/MRU
70701	Affaires générales concernant la santé	1 707 146,00
70703	Service de médecine générale	10 000 000,00
70704	Services de maternité	328 230,00
70707	Recherche et développement dans le domaine de la santé	15 561 292,00
70708	Affaires concernant la santé	180 000,00
Total		27 776 668,00

T9 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU SECTEUR DE LA SANTE

Affaires Islamiques, Culture et Loisirs

L'investissement au niveau des Affaires Islamiques, et en matière de cultures et loisirs ont représenté 0,50% des dépenses d'investissement réparties conformément au tableau ci-après.

Code	Libellé	Montant/MRU
70801	Services concernant les affaires islamiques	4 039 467
70802	Services culturels	2 841 099
70803	Services radiodiffusion, télévision et l'édition	13 095 000
70804	Culte et autres services communautaires	1 000 000
Total		20 975 566

T10: VENTILATION DES DEPENSES « LOISIR CULTURE ET CULTTE »

Enseignement

Code	Libellé	Montant/MRU
70905	Enseignement technique	230 840
70908	Affaires générales concernant l'enseignement	506 990
Total		737 830

T11: VENTILATION DES DEPENSES < ENSEIGNEMENT >

L'investissement en matière d'éducation n'a atteint que 737 milles MRU à cause de la fermeture temporaire des établissements de l'enseignement durant ce semestre afin d'assurer le confinement. Ce montant n'inclut pas les dépenses effectuées sur le compte d'affectation du PNDSE.

Protection Sociale

Le montant de 1,23 Mds MRU de la protection sociale a pour l'essentiel servi à appuyer les programmes de lutte contre la pauvreté et les séquelles d'esclavage, et ceux de la petite enfance, de la promotion féminine et de la famille.

C'était là un résumé des différentes dépenses d'investissement sur financement intérieur effectuées au cours du premier semestre de 2020. Cet aperçu permet de se faire une idée des efforts importants consentis par le Gouvernement sur le chemin du développement et en particulier dans la mise en place des infrastructures indispensables au développement.

Il est utile de rappeler que les montants cités ne correspondent pas nécessairement au coût global des projets et représentent le plus souvent des paiements partiels de travaux réalisés durant la période objet du présent rapport et antérieurement.

2.2.2 Dépenses d'investissements sur financement extérieur

La Mauritanie a mis en place plusieurs réformes pour améliorer son attractivité (un Conseil Supérieur pour l'Amélioration du Climat des Affaires, création du Chambre Internationale de Médiation, ainsi que la mise en place du Guichet unique), de ce fait elle a graduellement

amélioré son économie dans différents secteurs (Infrastructures, électricité, hydraulique, industrie...). Les différents facteurs susmentionnés avaient eu un impact favorable sur le classement annuel *Doing Business* de la Mauritanie.

Par ailleurs, le financement extérieur se présente sous la forme d'aides publiques au développement (APD) et de dons et prêts contribuant au développement. Ce financement extérieur constitue une partie importante du budget consolidé d'investissement (37,06%), ce budget couvre l'ensemble des programmes et projets d'investissements programmés par le Gouvernement.

Au cours du premier semestre de l'année 2020, les dépenses d'investissements exécutées sur financement extérieur ont atteint 4,16 Mds MRU (75,37 % des sources de financement étant des prêts et le reste des dons). Ce montant comprend :

- 2.45 Milliards MRU sur le budget de l'Etat 2,45 Mds MRU,
- 35,12 Millions MRU sur les budgets annexes
- 1,67 Mds MRU sur les budgets des entreprises publiques.

Ces dépenses sont passées en revue par secteur d'activités dans les parties qui suivent.³

Développement rural

L'investissement dans le cadre des projets de développement rural au 1^{er} semestre 2020s'élève à 1,74 Mds MRU dont un montant de 0,034 Mds MRU hors BCI, avec un taux de 35 % des dons de bailleurs de fonds et à hauteur 65 % de prêt.

Ce secteur se compose des rubriques suivantes :

- L'agriculture (14,67%) ;
- Le génie rural (16,31%, qui est totalement des prêts) ;
- L'hydraulique villageoise-pastorale (50,25%) ;
- L'élevage (17,84% provenant totalement des dons) ;
- L'environnement (0,93% dont l'intégralité provient des dons).

³ La répartition par secteur des dépenses d'investissement sur financement extérieur ne distingue pas la part des dépenses ayant été exécutées sur le budget de l'Etat, et est donc offerte uniquement à titre indicatif pour offrir un aperçu des poids respectifs des secteurs d'activités dans les investissements publics.

Libellé	Montant/MRU
1.1-Agriculture	256 015 509
1.2-Génie Rural	284 791 257
1.3-Hydr. Villag. et Past.	877 182 059
1.4-Elevage	311 375 726
1.5-Environnement	16 238 091
Total	1 745 602 642

T12 : DEVELOPPEMENT RURAL

Développement industriel

Le Développement Industriel au premier semestre 2020, couvre les investissements relatifs à la pêche et à l'énergie avec un montant total de 1,49 Mds MRU dont 93,32% sont constitués des prêts. Les décaissements sur le budget consolidé d'investissement ont été de 1,46 Mds MRU, contre 0,031 Mds MRU budget hors-BCI. Les dépenses de l'énergie ont représenté 91.9 % des dépenses du secteur.

Libellé	Montant/MRU
2.1-Pêche	121 307 653
2.5-Energie	1 378 500 513
2.7-Tourisme	0
Total	1 499 808 166

T13: DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Aménagement du territoire

Les décaissements sur le budget total d'investissement pour l'aménagement du Territoire ont été de 0,43 Mds MRU dont 97,16% sur le BCI. Ces dépenses se sont réparties comme suit :

- Hydraulique urbaine (39,05% dont l'intégralité est un prêt d'un montant de 0,012Mds MRU hors- BCI)
- Infrastructures routières (32,55% dont l'intégralité est un prêt) ;
- Télécommunications (29,22% dont l'intégralité est un prêt).

Libellé	Montant/MRU
3.2-Hydraulique Urbaine	171 312 084
3.3-Infrast. Routières	142 818 641
3.7-Télécommunications	124 578 416
Total	438 709 142

T14 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Ressources humaines

Les dépenses relatives aux ressources humaines ont été de 0,191 Mds MRU dont 0,001 Mds MRU hors-BCI (dans les secteurs de l'éducation et de l'emploi) ;

- Education (4,64%) ;
- Santé et Affaires Sociales (83,59%) ;
- Alphabétisation (3,56% dont l'intégralité est des prêts) ;
- Emploi (8,21%).

Libellé	Montant/MRU
4.3-Education	8 903 821
4.4-Santé et Aff. Sociales	160 439 761
4.5-Alphabétisation	6 835 268
4.6-Emploi	15 759 523
Total	191 938 373

T14 : RESSOURCES HUMAINES

Développement institutionnel

Le développement institutionnel a coûté 0,106 Mds MRU dont 0,058 Mds MRU hors-BCI pour l'appui du secteur d'administrations, avec des dépenses sur le BCI qui ont représenté un taux d'environ de 45,42% du total du secteur.

Libellé	Montant/MRU
5.1-Appui à l'Administration	106 287 220
Total	106 287 220

T15 : DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

Projets multisectoriels

Les dépenses d'investissement des projets multisectoriels ont atteint 0,184 Mds MRU, dont 0,113 Mds MRU sur le BCI et 0,07 Mds MRU hors -BCI. Les dons ont représenté 24,62% de ces dépenses.

2.3. Classification fonctionnelle des dépenses

La classification fonctionnelle se fait conformément à un modèle normalisé qui permet de suivre les flux injectés dans les secteurs de l'économie et de les comparer par pays. L'analyse fonctionnelle effectuée ici concerne l'ensemble des dépenses.

Ce modèle ne tient compte que des dépenses effectivement ordonnancées hors dépenses sur financement extérieur, il inclut les amortissements de la dette extérieure qui sont portés en bas de ligne du TOFE. C'est là que réside l'explication de la différence entre le total des dépenses du modèle et celui du TOFE.

Code	Libellé	MONTANT
	Dépenses Totales	18 063 249 236,11
01	SERVICES PUBLICS GÉNÉRAUX	3 766 666 430,72
02	DÉFENSE	3 330 140 703,60
03	ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE	1 313 027 769,88
04	AFFAIRES ÉCONOMIQUES	2 163 989 971,71
05	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	506 012 598,67
06	AMÉNAGEMENTS COLLECTIFS ET LOGEMENTS	241 746 911,29
07	SANTÉ	1 344 776 160,27
08	AFFAIRES ISLAMIQUES, CULTURE ET LOISIRS	508 023 204,38
09	ENSEIGNEMENT	3 256 515 552,52
10	PROTECTION SOCIALE	1 546 695 958,68
11	NON CLASSÉ	85 653 974,39

T16 : REPARTITION DES DEPENSES PAR FONCTION PRINCIPALE

Le tableau ci-dessus présente l'exécution des dépenses suivant les fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle. Il montre que *l'enseignement* représente (22,61%) du total des dépenses, suivi par *la Défense* avec (21,86%), puis *les services publics généraux* (19,14%). *Les affaires économiques et la santé* viennent en quatrième et cinquième position avec respectivement (8,34%) et (8,12%).

Enfin, *l'ordre et la sécurité publique*, *l'action et la protection sociale* et les « *affaires religieuses, culture et loisirs* » ont atteint respectivement (7,56%), (5,47%) et (3,75%).

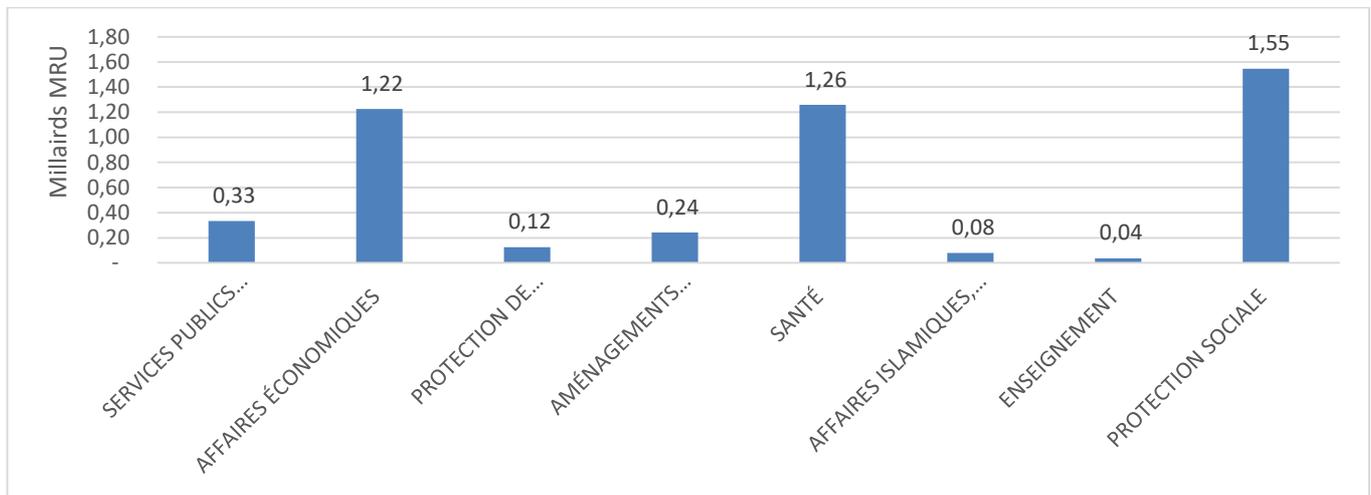
Les fonctions principales, de *Protection de l'environnement*, *d'Aménagements collectifs et logements*, et les dépenses non classées ont été à des niveaux très faibles respectivement de 1,73%, 1,23% et 0,20%.

Dépenses de la lutte contre la pauvreté

Code	Libellé	Montant
	Dépenses Totales	4 846 330 475,84
01	SERVICES PUBLICS GÉNÉRAUX	334 812 582,80
04	AFFAIRES ÉCONOMIQUES	1 224 698 579,98
05	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	124 611 439,58
06	AMÉNAGEMENTS COLLECTIFS ET LOGEMENTS	241 746 911,29
07	SANTÉ	1 257 251 391,67
08	AFFAIRES ISLAMIQUES, CULTURE ET LOISIRS	80 405 287,48
09	ENSEIGNEMENT	36 108 324,36
10	PROTECTION SOCIALE	1 546 695 958,68

TABLEAU T8.2 : VENTILATION DES DEPENSES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE PAR FONCTION PRINCIPALE

Certaines sous-fonctions de la nomenclature fonctionnelle sont identifiées conventionnellement comme servant directement à la lutte contre la pauvreté et ont représenté 30,57% des dépenses totales soit 8,75 Mds MRU.



GRAPHIQUE 10: EXECUTION DES DEPENSES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Elles ont représenté 100% des dépenses au niveau des aménagements collectifs et logements, et de la protection sociale et 93% des dépenses de la santé. Les dépenses de lutte contre la pauvreté au niveau des affaires économiques ont atteint 57% des dépenses de ce poste.

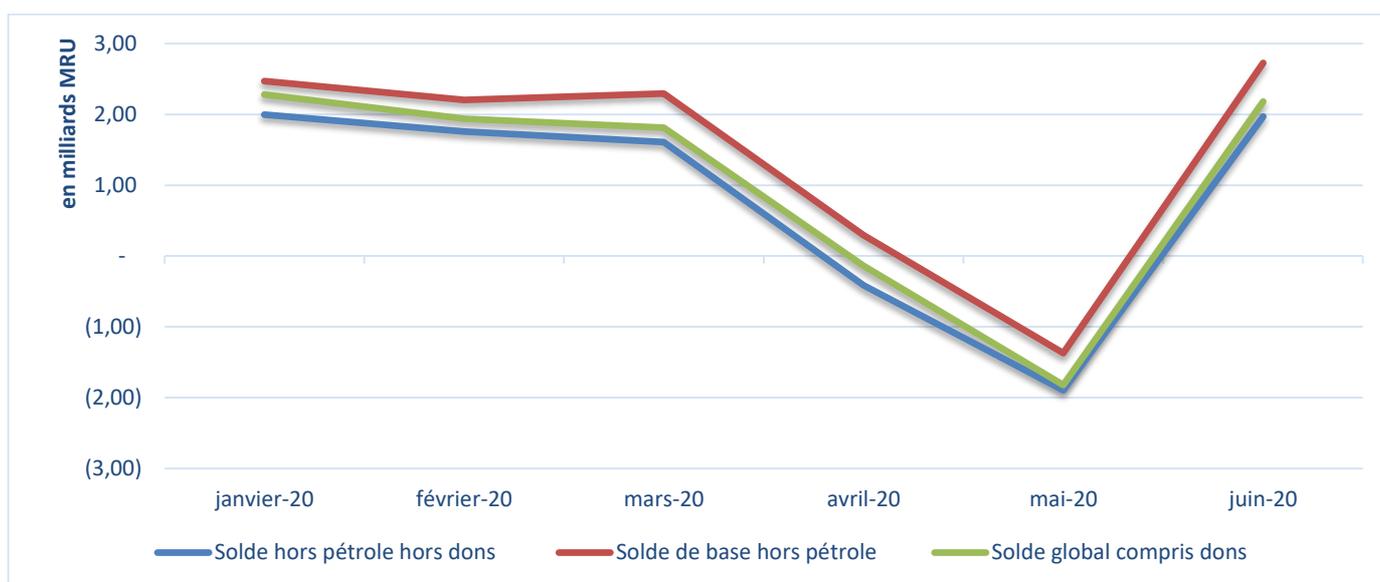
Elles ont également occupé une part importante des postes « Affaires économiques » et « protection de l'environnement », alors que les postes et « affaires religieuses, culture et loisirs » et « services publics généraux » ont représenté une part modeste, avec au rang le plus faible les dépenses de lutte contre la pauvreté au niveau de l'enseignement à 1% des dépenses de ce poste, soit 36,1 Millions MRU.

SOLDES

Le **solde de base hors pétrole** (dons non compris) qui représente la différence entre les recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières) et les dépenses totales (sans les intérêts sur la dette publique extérieure et les investissements financés par l'étranger), a enregistré un excédent de **4,8 Mds MRU**. Ceci confirme l'ampleur des efforts budgétaires mis en place afin d'équilibrer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux ressources non pérennes, à savoir les dons et les recettes pétrolières, et en excluant les dépenses non-discrétionnaires.

D'autre part, le **solde primaire, hors paiements des intérêts de la dette** (différence entre les recettes et les dépenses totales hors paiements des intérêts de la dette) donne une image fidèle des efforts fournis en matière de politique d'endettement et a enregistré un solde excédentaire d'un montant de **6,6 Mds MRU** au titre du 1er semestre de l'année en cours.

Le **solde global (intérêts de la dette inclus)** a montré un excédent de **4,93 Mds MRU** hors dons et de **5,47 Mds MRU** en prenant en compte les dons. Ceci témoigne de la volonté des pouvoirs publics de maintenir un niveau d'endettement soutenable, observé durant ces dernières années à travers l'amélioration du ratio dette/PIB.



GRAPHIQUE 11: EVOLUTION MENSUELLE DES SOLDES

FINANCEMENT

Le TOFE du 1^{er} semestre 2020, au niveau du financement, montre une variation positive du solde du compte unique du Trésor à la BCM d'un montant de **16,53 Mds MRU (tenant compte des erreurs et omissions)**. En effet, le disponible du Trésor à la BCM est passé de **4,25 Mds MRU**, le 1^{er} janvier 2020, à **20,33 Mds MRU**, le 31 juin 2020. Cette variation s'explique par les opérations financières suivantes :

Au niveau des recettes et dépenses

Le surplus financier relatif au solde global d'exécution, résultant des opérations de recettes (dons compris) et les opérations de dépenses, a contribué à l'accroissement du solde du CUT à hauteur de **5,47 Mds MRU**.

Au niveau du financement intérieur

Durant le 1^{er} semestre de l'année en cours, les financements intérieurs se sont comportés comme suit :

- **2,23 Mds MRU : Besoins financiers pour les paiements des instances au Trésor**

Le stock des instances de paiement au niveau du Trésor a subi, durant le 1^{er} semestre de 2020, une diminution de **2,23 Mds MRU**.

- **0,16 Mds MRU : Surplus financiers au titre des obligations cautionnées**

Les obligations cautionnées ont affiché une variation de **0,16 Mds MRU**, montrant ainsi une diminution de leur encours qui est passé de **1,80 Mds MRU** en début d'année, à **1,63 Mds MRU**, à la fin du mois de juin 2020.

- **0,13 Mds MRU : Besoins financiers relatifs aux remboursements des BT**

Les financements par Bons du Trésor ont enregistré un solde négatif de **0,13 Mds MRU**. En conséquence, l'encours des BT a connu une légère baisse passant de **7,15 Milliards MRU**, en début d'année, à **7,02 Mds MRU**, au 31 juin 2020.

- **2,39 Milliards MRU : Besoins financiers résultant des mouvements sur comptes de dépôts et de liaisons**

La variation des mouvements sur les comptes de dépôts et les comptes de liaison a enregistré un montant négatif de **2,39 Mds MRU**.

- **16,56 Mds MRU : Surplus Financiers résultants des créances sur l'Etat.**

Au titre du 1^{er} semestre de l'année en cours et suite aux mesures entreprises dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire et économique provoquée par la propagation du COVID 19, l'Etat a pu mobiliser un montant de **16,56 Mds MRU** sous forme de fonds rétrocédés par la Banque Centrale.

Au niveau du financement extérieur

- **1,87 Mds MRU : Besoins financiers relatifs aux emprunts extérieurs nets**

Les emprunts extérieurs nets représentent la somme des paiements relatifs aux amortissements de la dette extérieure (3,32 Mds MRU) et les nouveaux emprunts (1,45 Mds MRU). Au titre du 1^{er} semestre de l'année, les emprunts extérieurs nets se sont situés à hauteur de **-1,87 Mds MRU**.

- **0,78 Mds MRU : Surplus financiers net tiré sur le compte FNRH**

Durant le 1^{er} semestre de l'exercice budgétaire en cours, un seul retrait sur le Fond National des Revenus des Hydrocarbures (FNRH), à hauteur de **1,01 Mds MRU**, soit 27 millions de dollars, a été exécuté. D'autre part, le compte FNRH a encaissé durant la même période de l'année un montant de **0,22 Mds MRU**, provenant des recettes pétrolières réalisées.

ANNEXES

Annexe 1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat pour le 1er semestre 2020

Tableau des opérations financières de l'Etat (Recettes)	TOFE S1 2019	Jan-20	Feb-20	Mar-20	Apr-20	May-20	Jun-20	TOFE S1 2020	LFI 2020	%LFI	LFR 2020	%LFR
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	266.43	42.64	38.68	45.40	50.57	27.40	63.05	265.64	603.30	44.03%	550.25	48.28%
Revenus non pétroliers et dons	249.47	42.04	38.47	44.91	49.65	27.40	63.05	264.35	593.30	44.56%	540.25	48.93%
Revenus non pétroliers hors dons	239.45	39.78	36.86	43.37	47.85	26.70	60.92	258.94	561.89	46.08%	492.12	52.62%
Recettes fiscales (hors pétrole)	192.95	32.09	29.86	37.31	43.65	17.74	30.19	189.94	426.60	44.52%	336.54	56.44%
Taxes sur les revenus et profits	70.75	10.22	8.75	18.65	16.97	7.14	13.87	74.90	123.21	60.79%	113.15	66.19%
BIC et BNC	38.61	1.35	2.77	13.21	11.09	2.42	6.24	40.55	41.87	96.84%	38.81	104.47%
Impôt minimum forfaitaire douanes	5.58	1.11	1.22	1.56	1.20	1.12	2.12	4.89	20.27	24.14%	13.27	36.87%
Crédit d'Impôts IMF	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ITS	21.39	5.91	3.91	3.40	3.31	3.13	4.21	23.13	50.24	46.04%	50.24	46.04%
Etat	1.15	0.21	0.08	0.07	0.23	0.20	0.20	1.25	-	-	-	-
Autres	20.24	5.70	3.83	3.33	3.08	2.93	4.01	21.88	-	-	-	-
IRCM	2.33	1.17	0.22	0.02	0.88	0.08	0.41	2.77	6.02	46.08%	6.02	46.08%
IGR	0.00								-	-	-	-
Régime Simplifié d'Imposition (RSI)	2.84	0.67	0.62	0.46	0.50	0.39	0.91	3.55	4.81	73.89%	4.81	73.89%
Taxes sur les biens et services	92.30	15.77	13.63	12.06	20.40	10.18	9.92	82.40	214.56	38.40%	164.56	50.07%
TVA intérieure	23.61	2.60	3.62	3.59	2.84	3.51	2.94	19.32	53.43	36.16%	33.43	57.79%
TVA sur les importations	41.32	4.93	7.17	5.69	6.43	4.88	5.02	34.20	97.31	35.15%	67.31	50.81%
dont TVA SNIM												
Taxe unique SNIM et TPS	9.04	4.84	0.54	0.47	9.42	0.44	0.49	16.20	18.82	86.08%	18.82	86.08%
Taxe sur les produits pétroliers	8.72	1.21	1.31	1.82	1.39	1.17	1.20	8.11	23.06	35.15%	23.06	35.15%

sucre, ciment)	Droits de consommation (the, tabac,	7.04	1.13	0.56	0.14	0.13	0.14	0.21	2.31	15.97	14.46%	15.97	14.46%
aéroport)	Autres taxes (assurances, vehicules,	2.58	1.06	0.44	0.35	0.19	0.05	0.06	2.26	5.97	37.88%	5.97	37.88%
Taxes sur le commerce international		29.32	3.53	4.88	5.46	3.96	3.63	4.23	25.78	80.26	32.11%	50.26	51.28%
Importations		25.46	3.09	4.23	4.66	3.45	3.20	3.72	22.44	69.72	32.18%	39.72	56.49%
Taxes statistique		3.86	0.44	0.65	0.80	0.51	0.42	0.50	3.34	10.54	31.68%	10.54	31.68%
Autresrecettesfiscales		11.39	3.46	2.60	1.54	2.54	- 3.36	2.92	8.16	8.57	95.22%	8.57	95.22%
Droits de timbres		4.08	1.63	1.24	1.43	0.77	0.45	0.85	6.94	7.67	90.50%	7.67	90.50%
propiete	Taxe d'apprentissage et impots sur la	2.16	0.58	0.40	0.21	0.63	- 0.47	0.11	1.80	0.90	199.90%	0.90	199.90%
précédentes+RNV	Recouvrement sur les années	5.15	1.25	0.96	- 0.10	1.14	- 3.33	1.97	-	-			
Autres													
<i>Reste à recouvrer (DGD + DGI)</i>		10.82	0.90	- 0.01	- 0.39	0.22	0.15	0.76	1.30				
Recettes non fiscales		46.49	7.69	7.01	6.06	4.20	8.97	30.73	69.01	135.29	51.01%	155.58	44.35%
Recettes de la pêche		27.21	5.29	1.59	3.47	1.60	1.82	3.90	19.83	88.31	22.45%	82.35	24.08%
Regime national										28.10	0.00%	28.10	0.00%
Regime étranger										49.53	0.00%	49.53	0.00%
Union Europeenne bud.		-	-	-	-	-	-	-	-	23.55	0.00%	23.55	0.00%
Compensation financiere		-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	
Armateurs		-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	
Droit territorial		-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	
Redevances		19.03	3.41	0.84	1.89	1.53	1.56	2.91	13.31	8.35	159.43%	2.39	555.84%
les nationaux)	Taxes (les bateaux affrétés par	2.24	0.19	0.38	0.52	0.15	0.14	0.22	1.60	-		-	
Licences (les etrangers)		16.79	3.22	0.46	1.37	1.38	1.42	2.69	11.71	-		-	
Droit d'accès (peche de fond-nationaux)		7.54	1.59	0.69	1.46	0.03	0.21	0.86	5.75	-		-	
Loyersdomaines publics										0.20	0.00%	0.20	0.00%
Droits de timbres										0.06	0.00%	0.06	0.00%

Droits de consignation									0.07	0.00%	0.07	0.00%
Amendes	0.64	0.30	0.06	0.11	0.04	0.05	0.13	0.76	2.00	38.14%	2.00	38.14%
Recettes minières	1.93	-	2.55	0.08	-	0.76	-	5.24	14.85	35.26%	14.85	35.26%
Recettes cadastrales	0.12	-	0.09	0.00	-	0.01	-	0.14	0.70	19.56%	0.70	19.56%
Recettes d'exploitation	1.80	-	2.46	0.07	-	0.75	-	5.10	5.69	89.57%	5.69	89.57%
Autres recettes minières	0.02	-	0.00	-	-	-	-	0.00	8.46	0.03%	8.46	0.03%
Dividendes et redevances des entreprises publiques	4.18	-	-	-	1.67	2.00	19.24	22.91	11.90	192.51%	20.00	114.54%
SNIM	-	-	-	-	-	-	10.24	10.24	-		-	
BCM	0.24	-	-	-	-	-	4.61	4.61	-		-	
Mauritel	3.43	-	-	-	1.67	2.00	1.89	5.56	7.00	79.48%	7.00	79.48%
Panpa+portndb	0.51	-	-	-	-	-	2.50	2.50	4.90	51.02%	4.90	51.02%
Dettes rattachées et recouvrements	2.25								3.09	0.00%	3.09	0.00%
SNIM												
SOMELEC												
SOGEM									3.09	0.00%	3.09	0.00%
Droits d'exploration minières												
Comptes spéciaux	5.87	1.66	0.82	1.93	0.61	3.88	4.18	13.14	7.00	187.65%	32.29	40.68%
Secteur pétrole												
CAS hors pétrole dont Crédit d'Impôts (si pas ventilé)	5.87	1.66	0.82	1.93	0.61	3.88	4.18	13.14	-		-	
dont FAID	1.40							-	0.02	0.00%	0.02	0.00%
Recettes en capital	0.14	-	0.05	0.06	0.00	0.07	0.00	0.25	6.50	3.83%	3.00	8.30%
Ventes de terrain	0.02	-	0.01	0.01	0.00	0.02	0.00	0.06	4.50	1.23%	1.00	5.52%
Hors ventes de terrain	0.12	-	0.04	0.05	-	0.05	-	0.19	2.00	9.69%	2.00	9.69%
Autres	4.91	0.74	2.00	0.53	0.32	0.42	3.41	7.65	-		-	

Solde global; dons non compris (déficit -)	16.78	20.57	17.78	16.59	3.21	- 18.92	19.68	49.31	29.44	-	- 198.13	-24.89%
Solde global; dons compris (déficit -)	26.81	22.82	19.39	18.13	1.41	- 18.23	21.81	54.71	1.97		- 150.00	-36.48%
									0.1%		5.0%	
Tableau des opérations financières de l'Etat (Financement)												
Financement	26.81	22.82	- 19.39	- 18.13	1.41	18.23	21.81	54.71	1.97		150.00	
Financement intérieur	4.51	36.55	53.72	45.55	28.13	32.80	14.42	138.06	10.73		13.23	
Financement intérieur ajusté	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	
(1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)+(7)	25.19	22.39	- 14.19	- 12.74	152.74	17.30	13.88	198.64	10.73		13.23	
Financement bancaire	17.30	8.88	10.11	5.93	6.91	- 0.49	5.22	8.36				
BCM	13.37	6.45	6.34	5.86	7.47	- 2.71	5.23	5.28				
(1) BCM (hors cptes div, CAS et y compris cpte courant rapproché)	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	
	14.05	7.11	- 8.49	- 6.59	148.80	2.15	3.42	158.04	0.73		0.73	
Compte courant	7.98	9.37	- 3.96	- 7.47	162.05	1.89	3.10	165.31	0.73		0.73	
Compte courant y compris rapprochement	16.43	7.55	- 8.33	- 6.85	148.97	1.89	3.10	157.80				
Valeurs à l'encaissement à la BCM et instances du mois à la BCM	8.45	1.83	4.37	- 0.62	13.08	-	-	7.51				
Comptes divisionnaires	0.01	1.30	- 0.03	0.78	1.74	0.08	1.23	3.43				
Allègements	0.21	0.01	- 0.02	- 0.01	0.04	- 0.05	0.18	0.12				
CAS	3.77	0.94	- 2.01	- 0.88	6.08	- 0.12	7.12	2.91				
Autres	0.21	0.01	- 0.02	- 0.01	0.04	- 0.05	0.18	0.12				
Créances sur l'Etat (pertes BCM+consolidation quotas FMI-FMA)	2.25	0.77	0.40	- 1.71	162.39	- 1.02	1.68	165.63				
Encaisses	2.38	0.44	- 0.16	0.26	0.16	0.27	0.33	0.24				
Banques commerciales	3.93	2.43	3.77	0.07	0.56	2.22	0.01	3.09	10.00		10.00	
(2) Banques commerciales (hors var CCP dans les banques)	3.93	2.43	3.77	0.07	0.56	2.22	0.01	3.09	10.00		10.00	
Financement par bons du Trésor	1.99	1.40	3.90	0.60	3.10	0.30	0.10	0.19	10.00		10.00	
Obligations cautionnées (traites)	1.25	0.91	0.06	- 0.21	2.85	- 0.40	0.28	1.68				
(7) Encours BIT	2.28	0.60	- 1.30	0.00	-	4.72	0.21	4.22				
Variation comptes de liaison comptables de l'intérieur du pays	0.69	0.12	- 0.18	- 0.32	0.32	2.32	0.18	1.21				

(3) Financement non-bancaire	1.96	- 2.16	1.86	0.30	-	- 0.32	1.30	- 1.62				
(4) Variation des arriérésintérieurs	6.06	- 12.93	- 4.62	- 2.15	4.00	- 5.68	0.97	- 22.35				
Apurement	0											
Accumulation	6.06	- 12.93	- 4.62	- 2.15	4.00	- 5.68	0.97	- 22.35				
Instances du Trésor	6.06	- 12.93	- 4.62	- 2.15	4.00	- 5.68	0.97	- 22.35				
Apurement	0											
Accumulation	6.06	- 12.93	- 4.62	- 2.15	4.00	- 5.68	0.97	- 22.35				
Dette croisée et autres engagements de l'Etat												
Apurement												
Accumulation (report 2010)												
(5) Variations des mouvements sur comptes de dépôts et comptes de liaison	- 20.81	- 12.58	- 5.41	- 4.38	7.38	14.21	8.41	- 23.94				
(6) Autres (amort créance bcm)+ DTS												
Prêt OPEP + Privatisations et autres												
Tirage DTS (oct+nov)+ 1/2 prêt FMA (dec)												
Amortissement (BTF) (op.spec. Nov.)												
Autres financements												2.50
Financement extérieur	4.20	- 0.99	- 5.25	- 4.08	5.89	0.36	6.00	- 10.08	- 12.70			64.30
Compte pétrolier (net)	29.76	- 0.60	- 0.21	- 0.49	9.16	-	-	7.87	-			-
Recettes pétrolières	16.08	- 0.60	- 0.21	- 0.49	0.92	-	-	2.22	10.00			- 10.00
Contribution du FNRH	45.85	-	-	-	10.08	-	-	10.08	10.00			10.00
Autres (net)	25.56	- 0.39	- 5.04	- 3.60	3.27	0.36	6.00	17.95	12.70			64.30
Emprunts extérieurs (net)	24.86	- 1.14	- 3.65	- 3.85	4.49	1.07	6.68	18.74	12.70			16.30
Emprunts nouveaux	12.04	- 1.99	- 1.21	- 2.80	2.34	4.09	2.12	14.55	61.30			61.30
Amortissement	36.90	- 3.13	- 4.86	- 6.65	6.82	- 3.03	8.80	33.28	74.00			- 45.00
Financement extérieur exceptionnel	1.94	- 1.25	- 0.19	- 0.09	-	0.21	1.46	3.21				
Prêt budgétaire FMI												48.00
Variation comptes de liaison comptables des chancelleries	- 2.48	- 0.50	- 1.59	- 0.16	1.21	- 0.92	0.78	- 2.42				

Erreurs et omissions (besoin de financement)	- 5.81	0.56	0.05	- 1.30	148.27	0.57	- 1.94	154.01	-	- 72.47	
--	-----------	------	------	--------	--------	------	-----------	--------	---	---------	--

Annexe 2 : Classification fonctionnelle des dépenses

Désignation	Montant
SERVICES PUBLICS GÉNÉRAUX	3,766,666,431
01011 - Organes législatifs au niveau national	180,839,643
01012 - Institutions républicaines	49,932,085
01013 - organes exécutifs au niveau national	220,572,996
01014 - Organes de contrôle	516,886,515
01015 - Affaires étrangères	541,784,109
01021 - Services généraux des affaires financières et budgétaires	389,887,628
01022 - Services chargés de la conception et de la coordination des politiques	55,361,135
01023 - Services fiscaux	206,056,201
01025 - Services chargés du contrôle de la gestion budgétaire	13,305,596
01026 - Services de la trésorerie et de la comptabilité de l'Etat	100,818,331
01027 - Services chargés de la coordination des programmes économiques et sectoriels	125,266,601
01032 - Services généraux de l'administration du développement	103,952,020
01034 - Services généraux chargés de la décentralisation	175,499,428
01041 - Recherche fondamentale	56,819,740
01061 - Services publics généraux non classés ailleurs (élections, listes électorales, administration des ONG _i)	24,687,499
01062 - Services publics concernant l'état-civil	115,415,697
01063 - Renforcement des capacités du secteur public	16,596,204
01071 - Opérations au titre de la dette publique	872,985,003
DÉFENSE	3,330,140,704
02011 - Défense militaire	2,848,567,299
02021 - Défense civile	481,573,405
ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE	1,313,027,770
03010 - Services généraux de sécurité publique	466,517,987
03031 - Services généraux de la justice	240,649,472
03032 - Cours suprême	36,863,276
03041 - Prisons	4,005,759
03052 - Services de protection civile	1,961,411
03071 - Ordre et sécurité n.c.a.	22,679,452
AFFAIRES ÉCONOMIQUES	5,904,875
04012 - Affaires générales concernant la main d'oeuvre (réglementation, lutte contre la discrimination, arbitrage et médiation)	534,445,538
04013 - Programme de lutte contre le chômage	2,163,989,972
04021 - Affaires générales concernant le développement rural	16,647,660
04024 - Agriculture	132,989,223
04025 - Pêche	22,343,066
04026 - Élevage	167,195,240
04027 - Développement irrigué	254,889,350
04032 - pétrole et gaz naturel	3,709,413

04034 - Electricité	2,563,313
04035 - Energies renouvelables	68,813,169
04036 - Affaires générales concernant l'énergie	79,066,679
04041 - Industries extractives de ressources minérales	5,770,892
04042 - Industries de transformation	2,133,819
04045 - Travaux publics	13,963,275
04051 - Transport routier, construction et maintenance de routes, voies urbaines et pistes rurales	1,722,639
04054 - Transport par voie aérienne	644,745,088
04062 - Poste	623,417,642
04072 - Promotion du commerce extérieur	64,737,077
04074 - Promotion du tourisme (informations, campagne de publicité)	134,990
04076 - Artisanat	16,823,100
04084 - Recherche et développement concernant les industries extractives, les industries de transformation, le bâtiment et les travaux publics	944,595
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	39,934,399
05021 - Gestion des eaux usées	1,388,343
05041 - Protection de la biodiversité et de l'environnement (parcs naturels et réserves, protection des espèces sauvages)	57,000
05051 - Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	506,012,599
05061 - Protection de l'environnement n.c.a.	39,511,996
AMÉNAGEMENTS COLLECTIFS ET LOGEMENTS	107,240,841
06011 - Développement collectif	17,370,599
06031 - Approvisionnement en eau potable	341,889,163
06061 - Aménagements collectifs et logements n.c.a.	241,746,911
SANTÉ	7,035,685
07011 - Affaires générales concernant la santé	195,014,932
07031 - Services de médecine générale	39,696,294
07034 - Services paramédicaux	1,344,776,160
07041 - Services hospitaliers généraux	707,606,579
07044 - Services de maternité	74,552,059
07051 - Ecoles concernant la santé publique	13,780,000
07053 - Centre de transfusion sanguine	7,204,383
07057 - Santé mentale	178,198,255
07062 - Lutte contre le VIH	4,799,596
07071 - Recherche et développement dans le domaine de la santé	19,370,589
07080 - Affaires concernant la santé	3,110,253
AFFAIRES ISLAMIQUE, CULTURE ET LOISIRS	12,079,180
08011 - Services concernant les affaires religieuses	209,481,341
08021 - Services concernant la culture (bibliothèques, musées, théâtres, jardins botaniques, zoos, concerts, production de films)	0
08031 - Services concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	27,069,156
08041 - Services concernant la jeunesse	87,524,769
ENSEIGNEMENT	508,023,204
09012 - Alphabétisation	224,487,138
09024 - Enseignement secondaire technique	80,405,287

09041 - Enseignement du troisième degré non différencié	199,008,411
09044 - Enseignement technique supérieur	4,122,368
09052 - enseignement technique	3,256,515,553
09084 - Affaires générales concernant l'enseignement	4,255,438
PROTECTION SOCIALE	1,775,000
10011 - Action liée à la lutte contre la pauvreté non définie ailleurs	490,528,721
10012 - Sécurité alimentaire	18,531,006
10013 - Microfinance	30,077,886
10091 - Protection sociale	2,711,347,502
NON CLASSÉ	1,632,349,933
11011 - Non Classé	1,044,404,961

Annexe 3 : Dépenses d'investissement sur financements extérieurs

SECTEUR	DONS	PRETS	TOTAL GENERAL	B.C.I.	HORS-B.C.I.
<i>Développement Rural</i>	598 086 818	1 147 515 825	1 745 602 642	1 711 228 050	34 374 593
- s.sect/ 1.1-Agriculture	174 916 459	81 099 050	256 015 509	252 919 414	3 096 096
- s.sect/ 1.2-Génie Rural	0	284 791 257	284 791 257	284 791 257	0
- s.sect/ 1.3-Hydr. Villag. et Past.	95 556 541	781 625 518	877 182 059	845 903 562	31 278 497
- s.sect/ 1.4-Elevage	311 375 726	0	311 375 726	311 375 726	0
- s.sect/ 1.5-Environnement	16 238 091	0	16 238 091	16 238 091	0
<i>Développement Industriel</i>	100 123 852	1 399 684 314	1 499 808 166	1 468 082 295	31 725 871
- s.sect/ 2.1-Pêche	76 116 216	45 191 437	121 307 653	121 307 653	0
- s.sect/ 2.5-Energie	24 007 636	1 354 492 877	1 378 500 513	1 346 774 641	31 725 871
<i>Aménagement Territoire</i>	0	438 709 142	438 709 142	426 256 543	12 452 599
- s.sect/ 3.2-Hydraulique Urbaine	0	171 312 084	171 312 084	158 859 486	12 452 599
- s.sect/ 3.3-Infrast. Routières	0	142 818 641	142 818 641	142 818 641	0
- s.sect/ 3.7-Télécommunications	0	124 578 416	124 578 416	124 578 416	0
<i>Ressources Humaines</i>	163 710 031	28 228 343	191 938 373	181 288 803	10 649 570
- s.sect/ 4.3-Education	1 797 251	7 106 570	8 903 821	1 797 251	7 106 570
- s.sect/ 4.4-Santé et Aff. Sociales	149 696 256	10 743 505	160 439 761	160 439 761	0
- s.sect/ 4.5-Alphabétisation	0	6 835 268	6 835 268	6 835 268	0
- s.sect/ 4.6-Emploi	12 216 523	3 543 000	15 759 523	12 216 523	3 543 000
<i>Développement Institutionnel</i>	86 381 186	19 906 034	106 287 220	48 281 057	58 006 162
- s.sect/ 5.1-Appui à l'Administration	86 381 186	19 906 034	106 287 220	48 281 057	58 006 162
<i>Projets Multisectoriels</i>	77 581 352	106 827 907	184 409 259	113 536 893	70 872 365
TOTAL GENERAL	1 025 883 238	3 120 965 530	4 166 754 802	3 948 673 642	218 081 160
ETAT	1 002 652 594	1 454 883 901	2 457 536 495	2 296 495 610	161 040 885
Entreprise Publique	0	1 674 092 842	1 674 092 842	1 629 914 372	44 178 470
Budget Annexe	23 230 645	11 894 821	35 125 466	22 263 660	12 861 805